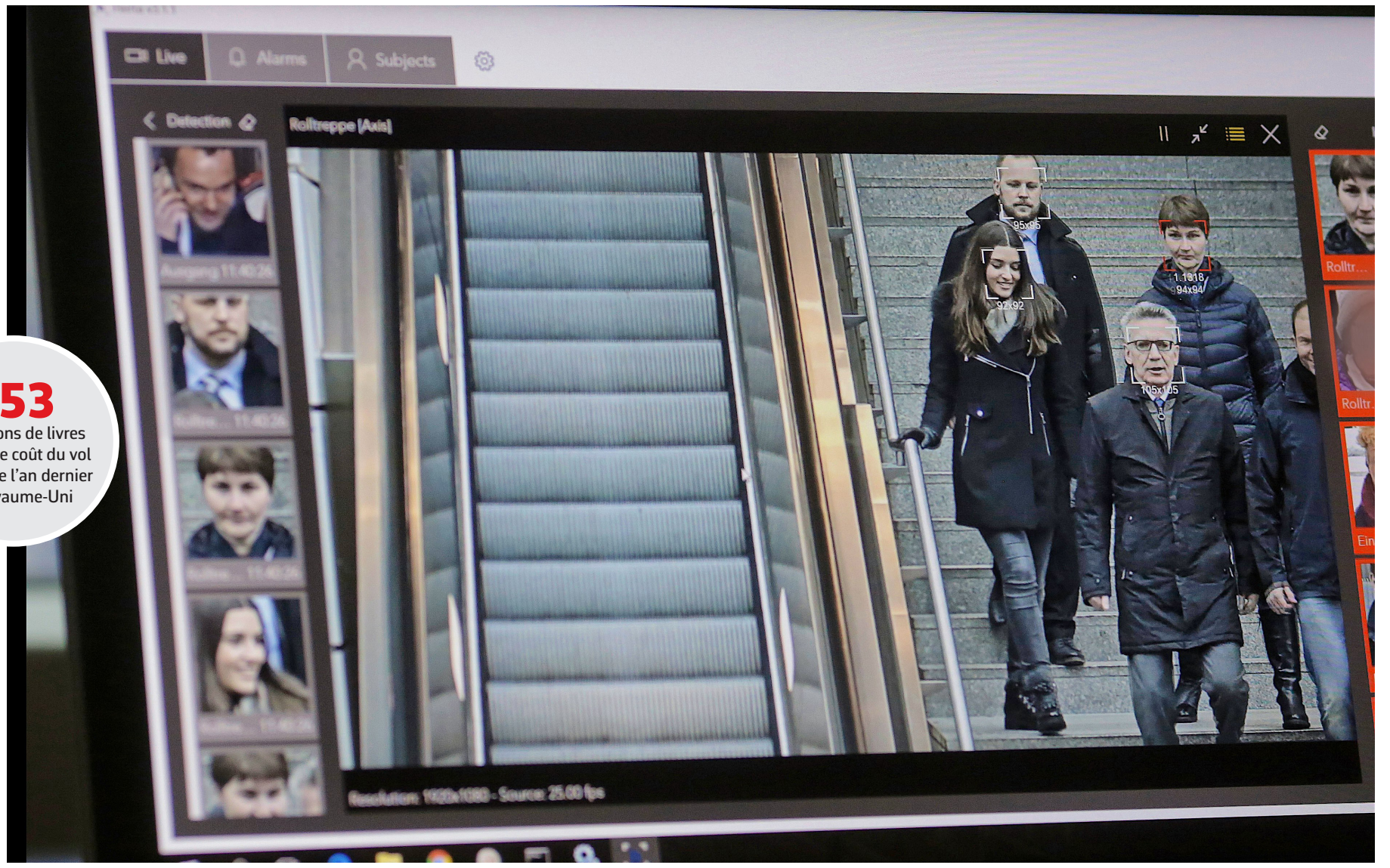
Le Royaume-Uni déploie la reconnaissance faciale dans les magasins, les fêtes et les écoles

SOURIEZ, VOUS ÊTES FILMÉS

« JULIE ZAUGG, LONDRES



La technologie de la reconnaissance faciale avance plus vite que le cadre légal au Royaume-Uni. Keystone

Grande-Bretagne » Au cœur du quartier de Homerton, une zone défavorisée de l'est de la capitale britannique caractérisée par des tours HLM, l'épicerie East 17 est un havre pour les bobos. On y trouve des chips à base de pita, du beurre de cacahuètes organique et du lait d'amande. Le contraste entre cette échoppe et ses environs a encouragé son gérant à l'équiper des caméras de reconnaissance faciale de la firme Facewatch.

953
En millions de livres sterling, le coût du vol à l'étalage l'an dernier au Royaume-Uni

A l'entrée du magasin, une grosse boule noire, ornée d'une caméra haute définition, oscille dans un socle blanc accroché au plafond. Elle appartient à la marque chinoise Hikvision, connue pour avoir déployé cette technologie contre la population ouïgoure au Xinjiang. Aucun panneau n'avertit les clients d'East 17 qu'ils y sont soumis. «Je n'étais pas non plus au courant», admet une employée qui fabrique des jus d'orange frais sous la caméra.

Le visage de chaque personne qui passe le pas de la porte est pourtant scanné. Il est ensuite comparé à une base de données photographique compilée par les clients de Facewatch, sur la base des «incidents» qui se sont déroulés chez eux. Elle contient des photos de personnes appréhendées pour vol, dégâts matériels ou insultes envers le personnel mais aussi de mendiants, de SDF et d'usagers de drogue. En cas de concordance, les employés du magasin reçoivent une alerte sur leur téléphone portable. Ils peuvent alors dispenser un avertissement verbal ou appeler la police.

Fondée à Londres en 2010, Facewatch s'est tournée vers la reconnaissance faciale à partir de 2018. Son logiciel, qui peut être connecté à une caméra de surveillance classique ou à un appareil dédié comme ceux de Hikvision, a déjà été déployé dans quelque 400 enseignes au Royaume-Uni, dont des magasins de vêtements, des supermarchés, des *garden centers* et des stations-service.

Un œil partout

«Chaque magasin a 10 clients, connus des employés qui leur ravissent constamment des biens, selon Simon Gordon, le fondateur de Facewatch. Notre technologie les aide à stopper ces vols.» Elle a aussi pour but de décourager les «personnes indésirables», comme les mendiants, en les maintenant à distance des magasins, a-t-il précisé dans une vidéo publiée sur YouTube en 2020.

Ses usagers disent avoir vu leur niveau de criminalité baisser. «Nous avons réduit nos pertes liées aux vols et nos employés se sentent davantage en sécurité», note Simon Lawrence, qui a installé un système de reconnaissance faciale dans l'une de ses stations-service dans un quartier difficile de Southampton. Les malfrats se sont aussi passé le mot: «Nous ne sommes plus perçus comme une cible facile», dit-il.

Au Royaume-Uni, la reconnaissance faciale a connu un spectaculaire développement ces dernières années. La technologie a été déployée dans une soixantaine d'écoles, pour automatiser les paiements à la cantine, dans les magasins de paris sportifs, pour en interdire l'entrée aux personnes accros aux jeux d'argent, et dans certaines banques alimentaires, pour éviter la fraude.

Les forces de l'ordre en font également un usage toujours plus poussé. «La police métropolitaine de Londres et celle du sud du pays de Galles ont déployé des caméras de reconnaissance faciale lors de plusieurs grands événements pour identifier en direct des «personnes d'intérêt» dans la foule», détaille Daragh Murray, un spécialiste des nouvelles technologies et des droits humains à l'université Queen Mary de Londres. La liste de ces dernières est «particulièrement longue et vague», estime Katy Watts, une avocate pour l'ONG Liberty.

«On y trouve tant des personnes soumises à un mandat d'arrêt que leurs complices, des gens qui sont sur le point de commettre un délit, des victimes d'un crime qui pourraient servir de témoin, des personnes manquantes, des criminels libérés sous caution ou des personnes qui pourraient poser un risque à elles-mêmes ou à d'autres», dit-elle. La technologie a notamment été déployée lors du couronnement du roi Charles III ce printemps, lors d'un concert de Beyoncé à Cardiff et lors du Grand Prix de F1 de Silverstone.

Lors du couronnement, 68 000 visages ont été scannés, débouchant sur une arrestation. Lors d'un autre essai, mené à Oxford Street, la principale rue commerçante de Londres, un trafiquant de drogue recherché depuis deux ans et un prisonnier en fuite ont été appréhendés.

«La police a déployé des caméras de reconnaissance faciale lors de plusieurs grands événements»

Daragh Murray

Les 43 forces de police du pays se servent en outre de la reconnaissance faciale de façon rétrospective, «c'est-à-dire qu'elles peuvent comparer les images de vidéosurveillance, des caméras corporelles portées par les officiers ou même filmées par le public avec leur base de données nationale», explique Daragh Murray. Celle-ci comprend 16 millions de photos de personnes ayant fait l'objet d'une arrestation.

«Le vrai problème c'est qu'il manque un cadre légal clair qui réglemente la reconnaissance faciale, estime Katy Watts. Chacune des forces de police a élaboré un code de conduite dans son coin.» Les acteurs privés, comme Facewatch, opèrent pour leur part dans le vide. A titre de comparaison, l'Union européenne est sur le point d'adopter un règlement sur l'intelligence artificielle qui interdirait l'usage de la reconnaissance faciale. En Suisse, quatre villes et cantons (Zurich, Saint-Gall, Lausanne et Bâle-Ville) l'ont déjà fait et quatre autres (Lucerne, Genève, canton de Zurich et Bâle-Campagne) en débattent.

«La récolte et l'entreposage de masse de données biométriques, sans avoir obtenu le consentement préalable des personnes concernées, représente pourtant une intrusion particulièrement grave au droit à la vie privée», estime Josie Thum, de l'ONG Privacy International. Lorsque cette collecte est le fait d'acteurs privés, ces préoccupations deviennent plus pressantes encore. «Nos données seront-elles conservées de façon sûre? Seront-elles partagées avec d'autres?» s'interroge-t-elle.

Risque d'erreur

A cela s'ajoute un risque important d'erreur. «La reconnaissance faciale marche moins bien sur les personnes de couleur, les femmes et les enfants», remarque Katy Watts. Les statistiques de la police métropolitaine et du sud du pays de Galles montrent que 89% des alertes générées lors de grands événements étaient inexactes, selon l'ONG Big Brother Watch.

Les forces de l'ordre londoniennes affirment toutefois avoir récemment amélioré leur technologie et que seule une personne sur 6000 passant devant ses caméras risque d'être identifiée par erreur. «A l'échelle du pays, cela représente tout de même des dizaines de milliers de personnes», glisse Mark Johnson, de Big Brother Watch. »

PILLAGES EN HAUSSE EN VILLE

A cause du manque de policiers, les gérants de supermarchés britanniques misent sur leurs propres mesures de sécurité.

Prise par une caméra de surveillance, la vidéo montre quatre individus masqués qui remplissent calmement des sacs de commissions avec des bouteilles d'alcool et des produits de beauté, vidant méticuleusement les rayons d'une enseigne londonienne du supermarché Coop. Ces opérations de pillage sont devenues fréquentes dans les grandes villes du Royaume-Uni qui ont vu les vols à l'étalage croître de 27% cette année, selon le British Retail Consortium. L'an dernier, cela a coûté 953 millions de livres au secteur.

Les biens sont en général ravis par des gangs organisés. Certains n'hésitent pas à menacer le personnel avec des lames de rasoir, des tournevis ou des couteaux. Il leur arrive d'annoncer une opération par avance sur Facebook afin que leurs amis puissent «passer commande». Les objets volés – qui vont du liquide de vapotage au steak en passant par le produit lessive – sont souvent revendus à même la rue, quelques centaines de mètres plus loin. Or, dans la majorité des cas, la police ne se donne même pas la peine de venir, faute d'officiers à disposition.

Cela a obligé les gérants de supermarché à mettre en place leurs propres mesures. Certains ont engagé d'anciens policiers comme gardes de sécurité incognito. D'autres ont muni leurs produits – y compris des boîtes de Ferrero Rocher valant à peine 6 livres – d'antivols. Et d'autres encore ont recours à la reconnaissance faciale pour identifier et appréhender les récidivistes avant qu'ils ne puissent sévir. » JZ